

Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de Fournitures













Achat de solutions de mobilité pour les véhicules de la flotte de la CMA Nouvelle-Aquitaine : fourniture de carburant, bornes de recharge électrique et autres services associés

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

MARCHE N° 2025-019

Procédure : Appel d'offres ouvert

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de fournitures</p> <p><u>Objet</u>: Fourniture de cartes accréditives multi énergies pour l'approvisionnement en carburant et énergie des véhicules de la flotte et services associés</p>
	<p><u>Acheteur</u>: Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine 46 rue du Général de Larminat CS81423 33073 - BORDEAUX</p>
	L'accord-cadre n'inclut pas de considérations environnementales.
	L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	Nouvelle-Aquitaine
	L'accord-cadre n'est pas alloti.
	La durée d'exécution de l'accord-cadre est de 12 mois reconductible tacitement 3 fois par période de 12 mois p
	Le marché est à prix unitaires.
	L'accord-cadre est révisable.
	<p><u>Tranches</u>: L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u>: Sans objet</p>
	L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.

SOMMAIRE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP).....	1
MARCHE N° 2025-019.....	1
PARTIE 1. PRÉAMBULE.....	4
PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
ARTICLE 1. REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR	4
ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 3. DURÉE	7
ARTICLE 4. ACCORD-CADRE.....	7
4.1. TYPE D'ACCORD-CADRE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
ARTICLE 6. ASSURANCES.....	7
ARTICLE 7. INTERVENANTS.....	7
7.1. SOUS-TRAITANCE	7
7.2. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES	8
PARTIE 3. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	8
ARTICLE 8. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	8
8.1. MODALITES DE FIXATION DES PRIX.....	8
8.2. VARIATION DES PRIX.....	8
ARTICLE 9. AVANCE.....	9
ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE.....	9
ARTICLE 11. MODALITÉS DE PAIEMENT.....	9
11.1. DELAI DE PAIEMENT.....	9
11.2. FACTURATION	10
PARTIE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION	11
ARTICLE 12. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	11
ARTICLE 13. DÉVELOPPEMENT DURABLE	11
ARTICLE 14. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS	12
ARTICLE 15. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	13
15.1. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	13
PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE	13
ARTICLE 16. RÉCEPTION	13
ARTICLE 17. DÉLAI DE GARANTIE	13
PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 18. OBLIGATION DU TITULAIRE CONCERNANT LES DONNÉES PERSONNELLES.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
PARTIE 7. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....	13
ARTICLE 19. PÉNALITÉS ET PRIMES.....	13
ARTICLE 20. LITIGES ET DIFFÉRENDS	14
PARTIE 8. DÉROGATIONS AU CCAG	14
11.1. CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

PARTIE 1. PREAMBULE

Législation applicable

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

La livraison des fournitures se déroule sous le contrôle du représentant de l'acheteur :

Nom : Régis Brunet

Adresse courriel : regis.brunet@cma-nouvelleaquitaine.fr

ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Objet du service :

Achat de solutions de mobilité pour les véhicules de la flotte de la CMA Nouvelle-Aquitaine : fourniture de carburant, bornes de recharges électriques et autres services associés

Le présent marché doit permettre de bénéficier de l'offre carburant et des services annexes (lavage, péage, parking) ainsi que de la recharge électrique pour les collaborateurs de la Chambre des Métiers de Nouvelle-Aquitaine. Ce service doit faciliter les déplacements professionnels et optimiser la gestion avec un outil adapté. Le maillage doit rester constant tout au long du marché, autant en stations, en bornes de recharges et autres prestations.

Les gestionnaires de la CMA NA devront avoir accès à un outil de gestion en ligne permettant le paramétrage, la saisie des commandes, le contrôle et la facturation.

ARTICLE 3. DESCRIPTION DES PRESTATIONS DE L'ACCORD-CADRE

A. Exigences minimales :

Les cartes et supports permettront obligatoirement l'achat de carburant, d'énergie et de prestations annexes en France :

- l'accès aux stations-services pour le ravitaillement en carburants de type gazole (B7 B10), sans-plomb 95 et 98 (E5 E10), essence Superéthanol E85 et Adblue, Gaz, et toute énergie disponible.
- l'accès aux bornes de recharges électriques en stations-services et sur la voie publique,
- le passage des péages sur l'ensemble du réseau autoroutier français,
- le passage aux tunnels sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine,

Le titulaire devra fournir dans son offre une liste de son réseau de partenaires et le nombre de points de distribution par zone géographique autant en station carburant qu'en bornes de recharges électriques. Il devra également fournir une liste des partenaires et des parkings accessibles au moyen des cartes accréditives proposées.

L'accès aux prestations de services type lavage extérieur des véhicules, accès aux boutiques en station, est souhaité. Le candidat devra également fournir le détail des prestations annexes proposées avec une liste des points de lavage.

La solution **doit permettre impérativement l'achat de carburant thermiques et d'électricité auprès de plusieurs enseignes**. Le pouvoir adjudicateur souhaite pouvoir accéder sur le territoire métropolitain et plus spécifiquement dans la région Nouvelle-Aquitaine à plusieurs stations distributeurs.

Le pouvoir adjudicateur exclu les solutions utilisant des cartes de paiement (*l'usage de carte de paiement n'étant pas autorisé pour les agents du pouvoir adjudicateurs*). Aussi seules les solutions par carte basées sur une carte de type accréditive sont acceptées par le pouvoir adjudicateur.

En complément pour l'achat de carburant le pouvoir adjudicateur exclu l'usage des prix barème. Le prix du carburant payé sera le prix affiché à la pompe avec application de frais de gestion à la transaction.

A titre d'information le pouvoir adjudicateur n'impose pas que la solution se fasse sur un seul support. Les candidats pourront proposer différents supports pour effectuer ces achats (badge, cartes accréditives...). Les candidats devront toutefois s'efforcer au maximum de limiter les supports pour effectuer les différents achats.

B. Les solutions pour les cartes, carburants et énergies

Carte à puce avec code confidentiel (ou technologie équivalente) permettant la délivrance de tous types de carburants liquides et additifs en France notamment :

- Supercarburant sans plomb octane 95,
- Supercarburant sans plomb octane 98,
- Carburant sans plomb E10,
- Gazole, gazole évolué
- GPL,
- Adblue
- Gaz naturel comprimé
- Électricité (bornes de recharge électriques)

Carburant, énergies et additifs facultatifs :

- B10 Gazole Grand Froid
- E85 Ethanol
- XTL Gazole paraffinique de synthèse
- H2 hydrogène
- LNG Gaz naturel liquéfié

Cette liste n'est pas exhaustive et peut évoluer en fonction des nouveaux carburants qui peuvent être mis sur le marché et proposés par le (s) titulaire (s). Service de cartes accréditives multi énergies pour l'approvisionnement en carburant et énergie des véhicules de la flotte et services associés de la CMA NA.

A chaque carte correspondra un code confidentiel et l'identification du support (n° d'immatriculation ou n° symbolique) contrôlé automatiquement en station par le terminal de paiement.

Pour l'achat de carburant en station, le kilométrage pourra être saisi et contrôlé selon un paramétrage, en plus du code confidentiel, à chaque approvisionnement.

Dans la mesure où les porteurs de cartes ne sont pas tous équipés de téléphones, la saisie des kilomètres au moment des ravitaillements carburant en station ne pourra pas être réalisée sur une application mobile.

Un lot de cartes « hors parc » comportant seulement un code confidentiel par carte contrôlé automatiquement en station par le terminal de paiement, sera fourni au pouvoir adjudicateur, notamment pour permettre l'achat de carburant / recharge électrique des véhicules pédagogiques des différents Centres de Formation.

Délivrance d'un reçu ou d'un ticket comportant les informations suivantes :

Obligatoire :

- Identification soit par le numéro de la carte soit par le numéro du véhicule.
- Date et lieu de ravitaillement
- Type et volume de carburant fourni
- Montant TTC de l'achat

Facultatif mais souhaité :

- Kilométrage saisi (sauf pour les cartes « hors parc »)

C. Les solutions pour les badges et services associés

Les cartes ou badges proposés par le titulaire pourront permettre d'accéder aux prestations de services en station, de règlement des télépéages sur l'ensemble du réseau autoroutier européen ainsi que les péages mis en amont de certains édifices routiers (tunnels, ponts)

Les cartes ou badges proposés par le titulaire permettront le règlement du stationnement pour le réseau de parkings proposé par le titulaire dans son offre. Le candidat devra fournir une liste du réseau de parking éligible

Pour chaque carte ou badge, les conditions de prise de carburant et d'accès aux prestations annexes (péages, tunnels, parking, , lavage) devront pouvoir être paramétrées (autorisation, interdiction ou limitation), cela concerne :

- Le ou les types de carburants autorisés
- Les volumes de carburants autorisés
- Les prises de carburants limitées à la capacité des réservoirs de chaque véhicule
- Les prestations de services en station (lavage extérieur des véhicules et achats en boutiques)
- Le règlement des péages

Facultatif mais souhaité :

- Accès boutiques en station services (notamment pour l'achat de produit relatif à l'entretien des véhicules.)
- Possibilité de stationnement dans des parcs de stationnement avec règlement possible.

D. Accompagnement et service client

Sur l'ensemble des lots un service client dédié sera mis à disposition des gestionnaires du marché au sein de la CMA NA et ce tout au long du marché.

Ce service client ou interlocuteur unique doit permettre d'accompagner et assister le pouvoir adjudicateur dans l'utilisation de l'outil de gestion (intégration de données, formation au paramétrage, etc. ...).

Ce service doit permettre lorsque ces fonctions ne sont pas accessibles par l'outil de gestion, la mise en opposition et le blocage de la carte en cas de perte ou de vol par téléphone, déclaration par mail et/ou via le service en ligne.

ARTICLE 4. DUREE

Durée : L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois reconductible tacitement trois fois par période de 12 mois. La durée de l'accord-cadre commence à courir à compter du 1^{er} septembre 2025. En cas de décision de non-reconduire cette dernière est prise 3 mois avant la date de reconduction.

Délai de livraison : les différents délais de livraison seront fixés par le titulaire dans son offre.

ARTICLE 5. ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de fournitures.

ARTICLE 6. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels de l'accord-cadre sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
- Le cahier des clauses particulières (CCP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (*)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le mémoire technique
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

ARTICLE 7. ASSURANCES

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

ARTICLE 8. INTERVENANTS

8.1. Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas admise pour l'exécution de cet accord-cadre.

8.2. Groupement d'opérateurs économiques

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisées.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE 9. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

9.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire à prix unitaires est celui dans lequel des prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire est attribué sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont il aura besoin. En conséquence, les quantités reprises dans le Détail Quantitatif Estimatif régissant le présent accord-cadre sont données à titre purement indicatif, et elles n'engagent pas l'acheteur. Dès lors, le titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif ne seraient pas atteintes.

9.2. Variation des prix

L'accord-cadre est conclu à prix fermes pour les frais de gestion en %.

L'accord-cadre est conclu à prix variables pour la fourniture des cartes et badges (référence sur le BPU A) et pour les frais d'abonnement (Référence B sur le BPU).

Pour les prix variables, les prix sont fermes pour la première année d'exécution. Ils seront révisés ensuite annuellement à la date anniversaire du contrat correspondant à la date de notification du contrat.

Formule appliquée pour la révision des prix :

$$Pr = PO * (In/I0)$$

Dans laquelle :

Pr : Prix révisés ;

PO : Prix au mois M0 défini ci-après ;

I0 : Valeur de l'indice correspondant au mois M0 défini dans l'acte d'engagement.

In : Valeur de l'indice tel que défini ci-dessous.

Mois d'établissement des prix :

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur les bases des conditions économiques du mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

Indice de révision :

Intitulé de l'indice	Source	Période de référence
SYNTEC	Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de	L'indice à prendre en considération dans la formule sera l'indice correspondant au mois de la révision

Les prix du marché, après application du coefficient, seront arrondis de la manière suivante :

- si la 3ème décimale est inférieure à 5, le centième est inchangé,
- si la 3ème décimale est supérieure ou égale à 5, le centième est augmenté d'une unité

Dans le cas d'une disparition d'indice, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans le cas où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant. Il s'agit d'une clause de réexamen conclue conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique.

ARTICLE 10. AVANCE

Une avance est accordée pour chaque bon de commande remplissant les conditions prévues à l'article R2191-3 du code de la commande publique.

Le taux de l'avance est fixé 10 % du montant du bon de commande. Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 30 %.

Le titulaire a droit à une avance accordée en une fois dont le montant est calculé comme suit :
$$\text{Avance} = 10 \% \times \text{montant du bon de commande TTC.}$$

Le remboursement de cette avance sera effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées au titre de l'accord-cadre atteindra 65 % du montant minimum de l'accord-cadre. Il sera terminé lorsque ce pourcentage aura atteint 80 %, ceci conformément à l'article R. 2191-19 du code de la commande publique

ARTICLE 11. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

ARTICLE 12. MODALITES DE PAIEMENT

12.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

1. Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé :

- la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture.

2. Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

M. Le Trésorier de la CMA NA
Comptable assignataire
Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine
46 rue du Général de Larminat
CS81423
33073 BORDEAUX
Tél. : 0557225722

12.2. Acompte

Conformément aux articles R. 2191-20 et R. 2191-21 du code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution de l'accord-cadre ouvrent droit à des acomptes correspondant à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les acomptes sont mensuels.

12.3. Facturation

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur :

Nom : Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine

SIRET : 13002792300015

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date de livraison des fournitures ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.
Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION

ARTICLE 13. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Protection des données à caractère personnel du titulaire

Les informations recueillies dans le cadre du présent contrat, font l'objet d'un traitement informatique par la CMA NA pour les finalités suivantes : exécution administrative, technique et financière du contrat, informations relatives à la CMA.

Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public dont la CMA NA est investie.

Le ou les destinataire(s) des données sont des personnes habilitées par la CMA NA à raison de leurs attributions ou de leur droit à connaître de ces données pour l'exercice de leurs missions. Les données collectées sont uniquement destinées à un usage interne et ne sont en aucun cas cédées ou vendues à des tiers.

Ces informations et données seront conservées pendant la durée nécessaire à l'exécution de la finalité du traitement, après quoi elles seront archivées jusqu'à expiration des exigences légales, soit 10 ans à compter de la date de fin d'exécution du contrat.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 dénommé « Règlement Européen sur la Protection des Données » et à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, le titulaire dispose pour les traitements le concernant, de droits d'accès aux données, de rectification, d'opposition, à l'effacement ou à la limitation ; ainsi que d'introduire une réclamation auprès de la CNIL, et du droit à communiquer des instructions sur le sort de ces données en cas de décès.

Le titulaire peut exercer ces droits en contactant le Délégué à la Protection des Données (DPO) à l'adresse mail suivante : dpo@cma-nouvelleaquitaine.fr Pour en savoir plus, le titulaire peut consulter ses droits sur le site de la CNIL.

ARTICLE 14. DEVELOPPEMENT DURABLE

Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

ARTICLE 15. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS

Clause de réexamen :

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra réexaminer le marché dans les cas suivants :

- En cas de disparition d'un indice de révision des prix, le calcul s'effectuera sur l'indice de remplacement en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire ; à défaut d'indice de remplacement unique, les parties utiliseront l'indice le plus proche sur proposition du titulaire du marché et après l'accord du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

Le changement d'indice sera acté par un certificat administratif, il produira son effet à la date d'introduction de la nouvelle série et pourra donc avoir un effet rétroactif pour le calcul de la révision de prix.

- A la suite d'une opération de restructuration ou de reprise du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence :

Le nouveau titulaire en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur ou son représentant, en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou équivalent, Extrait de parution au journal officiel éventuel, PV de décision le cas échéant...), il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

La cession de marché sera actée par un certificat administratif, accompagné des justificatifs nécessaires.

- En cas de modification de la répartition financière entre les cotraitants du marché, à montant de marché constant (et sans ajout ou suppression de membre du groupement), la modification de la répartition entre les membres du groupement pourra être actée par voie d'Ordre de Service ou de Certificat administratif, accompagnée de la nouvelle répartition financière signée par tous les membres du groupement

- En cas de mise en œuvre de la clause de réexamen prévue par le CCAG du marché, les dispositions de la circulaire du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques seront prise en compte pour le calcul de la prise en charge du surcoût financier. Ce réexamen sera mis en œuvre par le biais d'un avenant.

- En cas de demande de versement de l'avance par un opérateur qui l'avait initialement refusée, un certificat administratif, auquel sera joint le courrier ou mail de l'opérateur la demandant, actera cette modification de l'article concerné dans l'acte d'engagement ou acte de sous-traitance concerné, afin d'en permettre le versement.

Le réexamen pourra être mis en œuvre pendant toute la durée du marché si les conditions précitées sont remplies.

Toute autre modification non prévue dans le présent article ou établie selon des éléments différents de ceux listés ci-dessus devra faire l'objet d'un avenant passé conformément aux dispositions des articles R2194-1-2 à R2194-9 du code de la commande publique

ARTICLE 16. PROPRIETE INTELLECTUELLE

16.1. Régime des droits de propriété intellectuelle

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE

ARTICLE 17. RECEPTION

Dans les 15 jours calendaires après la livraison des fournitures, il peut être selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

ARTICLE 18. DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est de 12 mois calendaires à compter de la date d'effet de la réception.

PARTIE 6. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

ARTICLE 19. PENALITES ET PRIMES

Pénalité journalière pour le retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1. du CCAG Fournitures courantes et services (FCS), les pénalités de retard suivantes s'appliquent :

Pénalités de retard	Montant	Déclenchement
Retard lié pour la non-livraison des cartes accréditives dans les délais	30 € euros par jour calendaire de retard.	A compter du 1er jour de dépassement du délai indiqué dans le bon de commande. Sans mise en demeure.

Autres pénalités

En complément des pénalités spécifiques suivantes s'appliquent :

Pénalités	Montant	Déclenchement
Pénalité pour dysfonctionnement ou blocage du site ou logiciel mis à disposition le rendant inopérant au-delà de 24 H	100,00 € par jour calendaire	A compter du manquement constaté notifié au titulaire : Sans mise en demeure.
Pénalité pour défaut de mise en opposition d'une carte accréditive	150,00 € par jour calendaire	Après demande expresse de blocage et le remboursement des

		transactions effectuées postérieurement à la demande de blocage (sauf péages autoroutiers) Sans mise en demeure.
Pénalités en cas de réduction du nombre de stations et points de recharges par rapport à l'offre	50,00 € par point de distribution supprimé et non remplacé dans le périmètre	A compter du manquement constaté et notifié au titulaire : Sans mise en demeure

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG Fournitures courantes et services (FCS), les pénalités sont dues dès le 1er euro.

Par dérogation à l'article 14.1.2. du CCAG Fournitures courantes et services (FCS), les pénalités ne sont pas plafonnées.

Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

ARTICLE 20. LITIGES ET DIFFERENDS

*Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Bordeaux

Tél. : 0556993800

Fax : 0556243903

Email : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

CCIRA de Bordeaux

Tél. : 0555122047

Email : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr

PARTIE 7. DEROGATIONS AU CCAG

L'article 6 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

L'article 19 du présent CCP déroge à l'article 14.1, 14.2, et 14.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services.